

*Investissement Canada—Loi*

Je voudrais rétablir certains faits, pour la gouverne des députés d'en face et à ma gauche: notre parti sait très bien que le Canada a besoin des investissements étrangers. Il ne s'est jamais opposé à l'apport étranger au sein de notre économie. Les députés d'en face induisent la Chambre en erreur lorsqu'ils laissent entendre, par leurs questions ou leurs commentaires, que c'est la politique de mon parti. Je tiens donc à mettre les choses au clair: nous sommes en faveur de l'investissement étranger.

Mais de là à prétendre qu'il ne devrait être soumis à aucune forme de restriction ou de contrôle, il y a tout un pas, celui qui nous sépare du parti conservateur du Canada. Ce parti croit, si on s'en tient à l'annonce du ministre de l'Expansion industrielle régionale, que les acquisitions de sociétés canadiennes, par des intérêts étrangers, ne devraient faire l'objet d'aucune restriction. Nous ne sommes plus d'accord. Il faut certaines restrictions même si l'investissement étranger est important pour l'économie du Canada. Il est important pour les petites entreprises. Et il l'est aussi pour les différentes régions du pays, car il peut soutenir l'économie et améliorer les possibilités économiques offertes aux Canadiens dans la mesure où il est assujéti à certaines restrictions et à certains contrôles de la part du gouvernement au pouvoir.

● (1510)

Nous avons entendu les propos ampoulés du ministre qui a présenté ce projet de loi comme la solution au problème dû au chômage. En toute déférence, ce sont les mêmes propos ampoulés que les Canadiens ont entendu en août 1984: les conservateurs affirmaient qu'ils créeraient des dizaines de milliers d'emplois à leur arrivée au pouvoir. C'est ce que nous avons entendu. C'est tout le contraire qui s'est produit à cause de l'orientation financière que le ministre des Finances a prise dans son exposé économique en réduisant de 4,2 milliards de dollars les fonds injectés dans l'économie canadienne. Quelque 50,000 personnes ont perdu leur emploi en novembre. Voilà ce qui en est de la création d'emplois.

Nous nous trouvons maintenant devant un nouveau scénario. En premier lieu, il y a eu l'inflation, puis la productivité. Ensuite, on nous a dit que si les conservateurs étaient élus, les nouveaux emplois surgiraient par milliers. Cela n'a pas fonctionné et ils nous proposent maintenant une nouvelle comédie, celle des investissements étrangers. Le premier ministre (M. Mulroney) s'est rendu aux États-Unis et a déclaré: «Venez tous au Canada. Vous y serez entièrement libres». Il affirme à la Chambre que les possibilités d'emploi seront accrues. J'espère que le ministre qui parraine le projet de loi viendra témoigner au comité et déposera des études montrant dans quelle mesure il fera augmenter les investissements étrangers au Canada et le nombre des emplois.

Je voudrais savoir combien d'emplois seront créés au Québec par suite des modifications apportées à la mesure législative. Combien d'emplois seront créés dans les provinces de l'Atlantique et dans l'ouest du Canada au cours de la prochaine année financière? Nous espérons obtenir ces renseignements. Les députés d'en face veulent nous induire en erreur quand ils parlent d'une part de la création d'emplois, mais qu'ils refusent par ailleurs de déposer au Parlement des données statistiques récentes confirmant leurs prévisions au sujet des nouveaux débouchés offerts aux travailleurs. Je trouve que c'est malhonnête de leur part.

Les députés ministériels, le ministre en tête, ont prétendu que les restrictions imposées par l'Agence d'examen de l'investissement étranger sous le gouvernement précédent étaient trop rigoureuses et qu'il ne devrait y avoir aucune restriction de nature économique dans le monde entier. Il est peut-être aveugle, car il refuse de reconnaître que les États-Unis imposent des restrictions sur les placements étrangers. Leur législation antitrust est peut-être plus aguichante, si je peux m'exprimer ainsi, mais ils ont imposé des restrictions sur les placements étrangers. Pourquoi devrait-il en être autrement au Canada?

C'est le deuxième acte de cette comédie. De nombreux emplois seront créés quand on substituera à la Loi sur l'examen de l'investissement étranger la Loi concernant l'investissement au Canada. C'est le nouveau slogan de ce groupe. Comme par miracle, des milliers de nouveaux emplois surgiront. Je n'en crois rien et les Canadiens non plus. D'après ce qui s'est produit par le passé, les arguments du ministre de l'Expansion industrielle régionale ne tiennent pas.

Au cours des dix années d'existence de l'AEIE, plus de 6,000 demandes ont été examinées et le taux d'acceptation a été de 91 p. 100. C'est donc un taux extrêmement élevé pour n'importe quel pays, que ce soit le Canada, les États-Unis ou un pays européen. Lorsque le ministre et le député d'en face prétendent que nous avons fait obstacle à l'investissement étranger, j'estime que c'est malhonnête du point de vue intellectuel et qu'on ne tient aucun compte des faits, car c'est tout le contraire qui s'est passé.

Regardons les chiffres de l'an dernier. L'investissement étranger au Canada a été important, en dépit de ce que le premier ministre a dit aujourd'hui, pendant la période des questions. Il y a beaucoup de gens qui veulent investir chez nous. La différence importante, entre notre parti et l'autre, tient dans la phrase «apporter des avantages appréciables au Canada» qui étaient les mots clés de la Loi sur l'examen de l'investissement étranger. En vertu d'Investissement Canada, il suffit qu'il y ait «des avantages».

Des avantages appréciables pour qui? Pour les régions de ce pays. Le ministre ne l'a pas mentionné. Nous voulions dire appréciables pour les chômeurs, les jeunes et les entrepreneurs. Dans la comédie qu'il nous offre, le gouvernement ne se préoccupe pas des régions, des jeunes ou des entrepreneurs, pas le moindre. Ce qu'il veut, c'est que les investissements étrangers affluent et accaparent les exploitations les plus rentables. Que ce soit une société de la Couronne ou une entreprise du secteur privé, il dit choisissez et exportez la technologie à l'étranger.

Notre parti ne veut pas de cela. Nous voulons encourager nos jeunes à participer à l'entreprise. Nous voulons qu'ils aient des emplois à l'avenir. Nous voulons un climat de solide développement économique. Le court terme ne doit pas se substituer au long terme. Nous nous préoccupons des années 90 aussi bien que des années 80.

Le ministre vient de nous dire que l'AEIE était trop négative. Il nous dit que le nom était négatif, c'est pourquoi il lui substitue Investissement Canada. Mon collègue du NPD appelle cela Entrepôt Canada. Mais moi je dis que c'est Braderie Canada, car c'est ce qui va se produire. Ce gouvernement